

Droits d'exportation du pétrole

Il poursuit en disant:

On va donc manquer de brut. On va laisser tomber les fournisseurs traditionnels...

Nous n'avons pas de grandes réserves et, que les grands profits aillent aux compagnies de pétrole internationales ou non, quelqu'un doit en profiter pour pouvoir exploiter des réserves. Syncrude espère commencer la production en 1978, mais elle aura de la chance si elle peut le faire avant 1980, et elle ne produira que 125,000 barils par jour. Il nous faut dix autres usines Syncrude pour exploiter les sables bitumineux si nous voulons en avoir assez pour tout le Canada. A la page 45, M. Armstrong souligne de nouveau que, si un pipe-line devait être construit jusqu'à Montréal, il pourrait y transporter 200,000 barils de plus par jour. C'est là tout ce que l'Ouest pourrait fournir étant donné les réserves certaines là-bas. Si le NPD, qui semble faire marcher le gouvernement, croit qu'une société nationale des pétroles constitue la solution—et voilà une façon d'empêcher la manne de tomber entre les mains de qui n'y aurait pas droit—nous devons alors nous lancer en affaires et charger la société nationale des pétroles de produire du mazout.

Dans un article paru dernièrement dans la *Star* de Toronto, M. Jack McArthur déclare que le gouvernement devrait verser environ 2.5 milliards de dollars pour reprendre 51 p. 100 des actions ordinaires de l'Imperial Oil au cours récent du marché. Parlant du gouvernement, il a déclaré:

Cela vous assurerait le leadership au Canada, mais sans vous assurer une position dominante, loin de là.

Il a bien raison et tel est le choix que le gouvernement doit faire. S'il veut assurer un approvisionnement de pétrole plus que suffisant à tous les Canadiens, il devra se lancer dans la mise en valeur qui devra être accélérée. Il nous reste une réserve de pétrole de cinq ou six ans pour tout le Canada.

Mais comment accélérer la mise en valeur? En encourageant quelqu'un à s'en charger, mais comment y parvenir si on limite le prix à \$3.83 le baril—ce qu'on appelle communément le baril de \$4, mais c'est bien \$3.83 qu'on obtient en Alberta aujourd'hui. Comment, à ce prix, accélérer le développement, quand on songe notamment que les États-Unis entendent consacrer de si grosses sommes à la recherche et vendre le pétrole qu'ils auront trouvé au prix du marché.

Le ministre des Finances (M. Turner) a dit que le libre jeu de l'offre et de la demande n'est pas responsable de la hausse des prix. J'ai signalé alors que cette assertion demeurerait discutable, les forces concurrentielles étant en quelque sorte à l'origine de cette hausse. J'ai sous la main une brochure publiée le 30 septembre 1970 par la Petroleum Society of CIM. Voici ce que je lis à la première page:

Comparaisant le mercredi 23 septembre 1970 devant un sous-comité sénatorial américain, M. Wilson Laird, directeur de l'Office du pétrole et du gaz du ministère de l'Intérieur des États-Unis, parlait du «niveau actuel des approvisionnements de pétrole des États-Unis». Il a déclaré qu'en somme, la réserve de production des 48 États du Sud et du Venezuela est presque toute mise à contribution.

En 1970, ces gens avaient reconnu qu'on puisait à toutes les réserves de pétrole des 48 États et du Venezuela. Le document mentionnait ensuite:

Le Texas et la Louisiane ne peuvent difficilement augmenter davantage leur production et, à vrai dire, toute celle... des 48 États méridionaux a actuellement atteint son maximum». Il indiquait aussi très clairement que le Venezuela, le plus important fournisseur étranger de l'Est américain et de l'Est canadien, produit pour ainsi dire à son maximum.

[M. Horner (Crowfoot).]

Cette déclaration faite en 1970 venait d'un homme qui connaissait à fond l'industrie pétrolière et qui donnait sa parole au gouvernement américain en témoignant devant un sous-comité du Sénat des États-Unis. Il faisait observer que nous aurions à compter sur d'autres sources si notre consommation dans ce domaine devait s'accroître. L'offre et la demande ont donc joué un rôle, monsieur l'Orateur. Dès 1969 et 1970 nous aurions dû prévoir la hausse des prix du pétrole.

Que dire alors de la situation chez les Arabes? Dans un discours prononcé à la Chambre il y a quelque temps, je disais qu'un expert des questions pétrolières m'avait informé que la consommation de pétrole sur le marché nord-américain avait augmenté de près de 6 p. 100 par an durant plusieurs années, que la consommation des marchés européens et japonais s'était accrue au rythme de 12 p. 100 par an, et que pour faire face à cette consommation accrue, les pays arabes devraient augmenter leur production d'au moins 30 p. 100 par année. Peu importe à qui appartiennent le pétrole ou les réserves, quiconque augmente de 30 p. 100 par année l'exploitation de ressources non renouvelables finira par se demander si ces ressources ne se tariront pas un jour. Ils ont le droit légitime d'en majorer le prix d'une façon ou d'une autre—pas autant qu'ils l'ont fait, mais comme ils ont dit, il y a quelque chose de plus important que la hausse des prix du pétrole, et c'est de cela qu'ils se préoccupent. Or, monsieur l'Orateur, ils réduisent également la production de sept millions de barils par jour. Comme ils produisent près de 30 p. 100 du pétrole mondial, cette réduction entraîne naturellement une pénurie. On a donc eu tendance à dire que le mécanisme de l'offre et de la demande a exercé un certain effet sur le prix du pétrole en raison de la production réduite de pétrole arabe. La question de savoir si cette réduction était nécessaire est une autre affaire.

Nous devons maintenant nous demander: «Qu'est-ce que l'Ouest veut?» Un député socialiste du triangle d'or en Ontario a dit cet après-midi que pendant des années il avait entendu poser la question: «Qu'est-ce que le Québec veut?» Maintenant il se demande: «Qu'est-ce que l'Ouest veut?» Cela en a fait réfléchir plusieurs. Richard Gwyn, collaborateur du *Journal d'Ottawa*, a interviewé MM. Lougheed et Blakeney, respectivement, premiers ministres de l'Alberta et de la Saskatchewan, et voici ce qu'il écrivait dans un article publié le 22 décembre 1973:

La prospérité de l'Alberta est presque renversante. De nouveaux immeubles de bureaux et d'appartements surgissent un peu partout à Calgary et à Edmonton. Il n'y a pas de taxe de vente et les propriétaires d'habitations reçoivent une remise d'impôt.

L'article dit encore:

«Tout cela provient d'une ressource non renouvelable, déclare M. Lougheed. Nous ne continuerons pas longtemps à toucher toutes ces recettes. Nous devons nous en servir pour préparer l'Alberta d'après l'époque du pétrole: celle des industries pétrochimiques, de l'acier, des produits forestiers.»

M. Blakeney dit la même chose, mais avec plus de circonspection.

Il fallait s'y attendre de la part d'un socialiste, j'imagine. C'est ce que l'Alberta et la Saskatchewan cherchent à obtenir et obtiendront. Selon l'article de M. Gwyn, cette industrie doit venir de quelque part. Il poursuit en ces termes:

● (1500)

L'Ontario sera perdant. Les deux premiers ministres croient que l'Ontario s'est caché dans les jupes d'Ottawa pendant le débat sur l'énergie.